



Les grands titres:

- Nombre record de 38 millions de déplacés internes à travers le monde en 2014
- RDC : Ban Ki-moon condamne la mort de deux Casques bleus tanzaniens dans l'attaque à Beni
- L'envoyée de l'ONU au Libéria appelle à être prudent sur la fin de l'épidémie d'Ebola
- L'ONU publie un nouveau guide sur la santé mentale dans les situations d'urgence humanitaire
- L'ONU célèbre le retour de la 'cloche de la paix' à son emplacement initial
- Asie du Sud-Est : le HCR appelle à une réponse régionale contre le trafic de migrants rohingyas
- Un nouveau rapport de l'ONU souligne le rôle parfois négligé des forêts dans la sécurité alimentaire

Nombre record de 38 millions de déplacés internes à travers le monde en 2014



6 mai - Le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les conflits ou la violence a littéralement explosé, atteignant 38 millions, l'équivalent des populations de Londres, New York et Pékin réunies, selon un nouveau rapport du Conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) présenté au siège des Nations Unies à Genève.

« Ces chiffres concernant les déplacements forcés, les pires jamais enregistrés en une génération, trahissent notre incapacité la plus totale à protéger des civils innocents », déplore Jan Egeland, secrétaire général du NRC. « Nous devons absolument infléchir cette

tendance ».

Le rapport intitulé 'Global Overview 2015 : People internally displaced by conflict and violence' a été réalisé par l'Observatoire des situations de déplacement interne (IDMC), qui fait partie du NRC.

Il ressort de ce document que non seulement les déplacements internes ont atteint un nouveau record pour la troisième année consécutive mais que 11 millions de personnes ont dû fuir des épisodes de violence en 2014.

Selon le Haut-Commissaire adjoint des Nations Unies pour les réfugiés en charge de la protection, Volker Türk, le nombre très important de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays par les conflits et la violence n'est que le prélude de nouveaux mouvements de population.

« Nous savons que de plus en plus de personnes déplacées internes sont contraintes de fuir à plusieurs reprises. Plus un conflit perdure, plus le sentiment d'insécurité grandit, et lorsque le désespoir les gagnent, beaucoup décident de franchir la frontière, devenant ainsi des réfugiés », a-t-il dit. « Comme le montre l'actualité récente, notamment les drames survenus en Méditerranée, la détresse pousse ces gens à entreprendre, au risque de leur vie, de dangereux périple en bateau. La solution la plus logique serait de tout mettre en oeuvre pour ramener la paix dans les pays dévastés par la guerre ».

Le rapport de l'IDMC met également en lumière la part occupée par les déplacements prolongés dans le nombre alarmant de personnes déplacées internes à l'échelle mondiale.



En 2014, des personnes vivant en situation de déplacement depuis dix ans, voire plus, étaient recensées dans près de 90% des 60 pays et territoires faisant l'objet du suivi de l'IDMC.

« À mesure que de nouvelles crises éclatent ou que les conflits s'enveniment dans des pays comme l'Ukraine ou l'Iraq, de nombreuses personnes viennent gonfler les rangs de l'importante population mondiale de déplacés qui n'ont pu remédier durablement à leur situation », explique Alfredo Zamudio, Directeur de l'IDMC. « La plupart ont dû fuir leurs foyers il y a de nombreuses années, notamment en Azerbaïdjan ou à Chypre. Ainsi, le simple fait d'être déplacé plonge souvent l'individu dans un cercle vicieux dont il lui est de plus en plus difficile de sortir à mesure que le temps passe. »

Le rapport de l'IDMC montre également que les déplacements de population révèlent souvent au grand jour les problèmes structurels sous-jacents rencontrés par les pays affectés et qu'ils peuvent se prolonger sous l'effet de la politisation délibérée de cet enjeu par les gouvernements ou du refus des autorités nationales de participer à la résolution officielle de la crise.

RDC : Ban Ki-moon condamne la mort de deux Casques bleus tanzaniens dans l'attaque à Beni



6 mai - Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a condamné mardi soir de la manière la plus ferme l'attaque ayant entraîné la mort de deux Casques bleus tanzaniens et blessé 13 autres soldats de la paix, dans le territoire de Beni, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

Les Casques bleus faisaient partie d'un convoi de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) qui est tombé dans une embuscade et a essuyé des tirs d'éléments présumés du groupe rebelle des

Forces démocratiques alliées (ADF). Quatre autres Casques bleus sont portés disparus.

L'attaque a eu lieu alors que la MONUSCO accomplissait son mandat de protection de civils. Cette attaque fait suite à un autre incident survenu le 4 mai, quand un hélicoptère de la MONUSCO a été touché par des tirs en provenance d'éléments armés non identifiés dans la même zone.

« Le Secrétaire général condamne également de la manière la plus ferme les atrocités qui continuent d'être commises par les ADF contre les populations civiles sans défense dans la région de Beni », a dit son porte-parole dans une déclaration à la presse.

« Les Nations Unies restent déterminées à prendre toutes les mesures nécessaires afin de protéger les civils et neutraliser les groupes armés à l'est de la RDC, en conformité avec la résolution 2211 (2015) du Conseil de sécurité. Il présente ses sincères condoléances et sa sympathie aux familles éplorées et au gouvernement de la République unie de Tanzanie », a-t-il ajouté.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a également fermement condamné cette attaque et présenté ses condoléances aux familles des Casques bleus tués, ainsi qu'au gouvernement et au peuple de Tanzanie.

Dans une déclaration à la presse publiée mercredi, les membres du Conseil ont appelé le gouvernement de la RDC "à enquêter rapidement sur cette attaque et à traduire les auteurs en justice".

Le Représentant spécial du Secrétaire général en RDC, Martin Kobler, qui a également vivement dénoncé mardi l'embuscade meurtrière, a précisé qu'il devait rendre visite aux blessés mercredi.

Selon M. Kobler, cette attaque montre « l'impérieuse nécessité de relancer la coopération entre les forces armées congolaises (FARDC) et la force de la MONUSCO pour la sécurisation du territoire de Beni ».

L'envoyée de l'ONU au Libéria appelle à être prudent sur la fin de l'épidémie d'Ebola



6 mai - La Représentante spéciale du Secrétaire général au Libéria, Karin Landgren, a appelé à la prudence concernant Ebola alors que l'épidémie semble être sur le point d'être sous contrôle dans ce pays après plus d'un an de « cauchemar ».

« Cela a été 14 mois de cauchemar national, par moment. Surtout au mois d'août dernier lorsque le pays semblait être au bord du gouffre, et que la panique augmentait, la colère augmentait. Personne n'avait vu une épidémie comme celle-ci avant. Et c'était très difficile de savoir quoi faire », a rappelé Mme Landgren dans un entretien avec la Radio des Nations

Unies.

« A ce stade, l'épidémie semble être sous contrôle au Libéria. Mais l'Organisation mondiale de la santé a souligné que tant qu'elle n'a pas été éradiquée de l'ensemble de la région, il y a des risques qu'elle réapparaisse », a-t-elle ajouté.

Selon la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL), le dernier patient atteint de la maladie dans le pays a été diagnostiqué le 20 mars. Si aucun nouveau cas n'est signalé au cours des trois prochains jours, le pays sera effectivement déclaré exempt de cette maladie qui aura coûté à vie à 4.353 Libériens.

L'épidémie continue toutefois de sévir dans les deux autres pays de la région les plus touchés, le Sierra Leone et la Guinée, ce qui explique d'autant plus la prudence de la responsable des Nations Unies.

« On attend que la Sierra Leone et la Guinée conquièrent aussi Ebola », a déclaré Mme Landgren.

Selon les derniers chiffres de l'OMS fournis mercredi, depuis le début de l'épidémie en Afrique de l'Ouest, Ebola a fait au total 11.005 morts, principalement au Libéria, en Guinée et en Sierra Leone. L'épidémie est partie en décembre 2013 de la Guinée avant de se propager aux deux autres pays.

L'ONU publie un nouveau guide sur la santé mentale dans les situations d'urgence humanitaire



6 mai - Alors que les personnes souffrant de troubles mentaux suites à des situations d'urgence humanitaire ont rarement accès à du personnel soignant spécialisé formé pour évaluer et prendre en charge leurs affections, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) ont publié mardi un guide pour aider les agents de santé non spécialisés à mieux déterminer, évaluer et prendre en charge les besoins en santé mentale.

Environ 80 millions de personnes dans le monde subissent actuellement les conséquences de situations d'urgence humanitaire résultant de catastrophes naturelles et de conflits armés, a déclaré l'OMS dans un communiqué de presse annonçant la publication du nouveau guide, estimant que 5 à 10% de ces personnes souffrent d'une affection mentale, comme la dépression, imputable à la situation d'urgence.

Ce nouveau guide, intitulé 'Mental health Gap Action Programme Humanitarian Intervention Guide (mhGAP HIG)', fournit des recommandations pratiques pour la prise en charge en première intention des affections mentales, neurologiques ou liées à la consommation de substances psychoactives. Il inclut notamment des modules d'évaluation et de prise en charge d'affections comme le stress aigu, le deuil, les troubles dépressifs modérés à sévères, l'état de stress post-traumatique, l'épilepsie et l'usage nocif de l'alcool et des drogues.

Selon le guide, la plupart des personnes, adultes et enfants, font l'expérience du deuil et d'un état de stress aigu, mais ces situations peuvent également déclencher d'autres problèmes, comme les troubles dépressifs, l'état de stress post-traumatique ou des troubles prolongés liés au deuil pouvant sérieusement compromettre l'aptitude du sujet à mener ses activités

quotidiennes. Les personnes présentant des troubles sévères préexistants, comme une psychose, une incapacité intellectuelle ou une épilepsie, sont encore plus vulnérables.

La prise en charge de ces affections comporte de nombreuses difficultés pour le personnel soignant, explique le guide. Lors des catastrophes naturelles, comme le séisme récent au Népal, des personnes ont été déplacées, les établissements ont été endommagés et l'approvisionnement en médicaments est limité. Les agents de santé sont souvent en effectifs insuffisants et subissent d'énormes pressions pour voir autant de gens que possible dans un minimum de temps. De plus, il n'y a que très rarement des spécialistes vers qui adresser des patients.

L'OMS et le HCR espèrent que tous les partenaires de l'action humanitaire se serviront de ce nouveau guide pour réduire ces souffrances et renforcer la capacité des adultes et des enfants ayant des besoins au niveau de leur santé mentale à affronter les situations d'urgence humanitaire.

Ce nouveau guide sera notamment utilisé en Syrie, où quatre années de conflit ont déplacé plus de 7,6 millions de personnes à l'intérieur du pays et conduit 4 autres millions à chercher refuge dans les pays voisins. L'OMS a commencé à former des agents de santé syriens non spécialisés en 2012. Depuis lors, plus de 500 ont été formés. Ce document aidera à accélérer et à étendre l'accès aux soins de santé mentale en Syrie et dans les autres situations d'urgence.

L'ONU célèbre le retour de la 'cloche de la paix' à son emplacement initial



6 mai - L'ONU a célébré mercredi le retour de la 'cloche de la paix' à son emplacement initial au siège de l'Organisation à New York, après que celle-ci a été déplacée dans un jardin du complexe onusien pendant les travaux de rénovation du siège qui se sont terminés récemment.

La 'cloche de la paix' est un cadeau d'une organisation non gouvernementale, l'Association des Nations Unies du Japon, qui l'a offerte avant l'adhésion du Japon comme Etat membre des Nations Unies. C'est un représentant de l'association qui participait à la sixième session de l'Assemblée générale, en 1951, Chiyoji Nakagawa, qui a eu cette idée.

« M. Nakagawa voulait créer un symbole d'espoir pour l'humanité en matière de paix mondiale », a souligné le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, lors d'une cérémonie au siège de l'ONU.

Chaque année en septembre, l'ONU fait sonner la 'cloche de la paix' pour marquer la Journée internationale de la paix.

Une seule fois, l'Organisation n'a pas pu faire sonner cette cloche. C'était le 11 septembre 2001. « Nous étions prêts pour la cérémonie de la 'cloche de la paix' le jour de l'ouverture de l'Assemblée générale. Ce jour-là ont eu lieu les attaques terroristes et nous avons dû évacuer le bâtiment », a souligné le Secrétaire général.

Au cours des cinq dernières années, pendant les travaux de rénovation du siège de l'ONU, la 'cloche de la paix' a trouvé refuge dans le 'Jardin des roses', dans le complexe onusien.

Elle est désormais de retour à son emplacement initial, au croisement des bâtiments de l'Assemblée générale, du Secrétariat et des Conférences.

Asie du Sud-Est : le HCR appelle à une réponse régionale contre le trafic de migrants rohingyas



6 mai - Réagissant à la découverte cette semaine des corps de dizaines de Rohingyas dans des camps de trafiquants de migrants au sud de la Thaïlande, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a appelé mercredi les pays de l'Asie du Sud-Est à renforcer leur coopération pour lutter contre le trafic illicite de migrants et la traite des êtres humains.

« Ces derniers jours, les autorités thaïlandaises ont annoncé qu'elles avaient trouvé les corps d'environ 30 personnes sans doute issues du Myanmar et du Bangladesh », a déclaré dans un communiqué de presse le Coordinateur régional du HCR pour l'Asie du Sud-Est, James Lynch, tout en précisant que, selon les premiers rapports de la police locale, les décès auraient été causés par la maladie et les mauvais traitements.

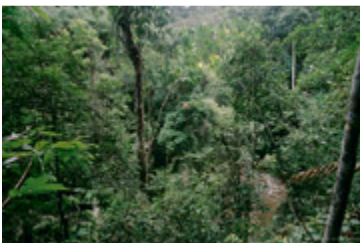
« Il est désolant d'apprendre que des personnes fuyant des conditions difficiles dans leur pays d'origine soient contraintes de mettre leur vie entre les mains de trafiquants sans scrupules, pour finir tuées avant même d'atteindre leur destination », a déploré le Coordinateur régional du HCR, en référence à la minorité musulmane apatride des Rohingyas, régulièrement victimes d'attaques violentes et de pogroms au Myanmar et au Bangladesh, où ils se voient refuser l'accès à la citoyenneté.

Au cours de l'année écoulée, le HCR a recueilli des témoignages de centaines de réfugiés rohingyas ayant fui ces deux pays. Ces derniers font état de maltraitements et de sévices horribles perpétrés par les trafiquants qui leur font faire la traversée par bateau dans le golfe du Bengale et dans des camps situés près de la frontière entre la Thaïlande et la Malaisie.

« Le trafic illicite de migrants est un problème régional qui nécessite des efforts coordonnés par les pays de la région, y compris les pays d'origine, de transit et de destination », a poursuivi M. Lynch.

Le Coordinateur régional du HCR a par ailleurs précisé que les mesures répressives devant être prises à l'encontre des trafiquants doivent s'accompagner d'efforts en amont pour éviter que les migrants et les réfugiés ne fassent appel à eux, notamment en « luttant contre les causes profondes incitant les gens à entreprendre ces voyages dangereux ».

Un nouveau rapport de l'ONU souligne le rôle parfois négligé des forêts dans la sécurité alimentaire



6 mai - En marge du Forum des Nations Unies sur les forêts qui se déroule actuellement au siège des Nations Unies à New York, un expert de l'ONU a dévoilé mercredi un nouveau rapport scientifique appelant à reconnaître l'importance du rôle joué par les forêts dans la sécurité alimentaire et la nutrition.

Ce rapport, intitulé 'Forests, trees and landscapes for food security and nutrition: a global assessment' ('Les forêts, les arbres et les paysages en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition: une évaluation globale'), devait être présenté dans le courant de l'après-midi devant le Forum sur les forêts, qui s'est ouvert lundi 4 mai pour une durée de deux semaines et doit aboutir au renforcement de l'Arrangement international sur les forêts.

Fruit d'une collaboration entre plus de 60 scientifiques sous l'égide de l'ONU et de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), le document présente une analyse approfondie du lien crucial existant entre les forêts et la sécurité alimentaire.

« Le rapport tente de mettre en lumière l'apport souvent relativement négligé des forêts et des arbres à l'alimentation et à la nutrition – une contribution qui n'est pas forcément négligée par les personnes qui les consomment, mais plutôt par certains discours politiques », a déclaré lors d'une conférence de presse le Président du Groupe d'experts du Forum sur le lien entre les forêts et la sécurité alimentaire, Bhaskar Vira, l'un des principaux contributeurs de l'étude.

Le rapport met notamment l'accent sur la nécessité de se montrer plus créatif dans la façon dont sont gérés les « paysages multifonctionnels » et de centraliser la gestion administrative des forêts, aujourd'hui majoritairement fragmentée.

Il insiste par ailleurs sur l'importance d'exercer un contrôle local sur les forêts, afin que les communautés qui en bénéficient soient elles-mêmes investies dans leur gestion.

Etaient également présents à la conférence de presse, le Directeur du Forum des Nations Unies sur les forêts, Manoel Sobral Filho, et le Directeur exécutif de l'Union internationale des instituts de recherches forestières (IUFRO), Alexander Buck.